

L'ONU exige un calendrier électoral « officiel » en RDC

@rib News, 01/07/2017 – Source AFP Les Nations unies ont exigé samedi à Kinshasa la publication d'un calendrier électoral officiel six mois de la date prévue pour l'organisation de la présidentielle et des législatives en République démocratique du Congo. « J'appelle la CnI (Commission électorale nationale indépendante) à publier sans plus un calendrier officiel et consensuel pour l'organisation [des] élections », a écrit dans un communiqué Maman Sidikou (photo), représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC.

« Ce n'est pas Maman Sidikou qui va violer l'indépendance de la CnI », il ne lui revient pas de donner des injonctions à la CnI », a réagi auprès de l'AFP Jean-Pierre Kalamba, porte-parole de cette institution. M. Kalamba soutient par ailleurs que la publication du calendrier électoral est tributaire du vote par le Parlement d'une nouvelle loi électorale. Les députés et sénateurs sont en vacances et la prochaine session parlementaire ne ouvrira que le 15 septembre. La RDC traverse une crise politique profonde, aggravée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila dont le mandat est terminé le 20 décembre 2016. À 46 ans, M. Kabila est au pouvoir depuis 2001, la Constitution lui interdit de se représenter. Il se maintient à la tête du pays en vertu d'une décision controversée de la Cour constitutionnelle, entérinée par un accord signé le 31 décembre dernier entre la majorité et l'opposition. Ce compromis prévoit l'organisation de la présidentielle et des législatives en décembre 2017. Le respect de cette échéance est aujourd'hui hypothétique. L'accord de la Saint-Sylvestre prévoit également la nomination d'un Premier ministre de l'opposition pour diriger un gouvernement d'unité. M. Sidikou a rappelé à « tous les signataires de l'accord de décembre 2016 leur obligation de mettre en œuvre intégralement et de bonne foi cet accord ». « L'Organisation des Nations unies rappelle que cet accord constitue la seule voie viable et pacifique pour sortir de l'impasse actuelle et pour aboutir à l'organisation d'élections paisibles et crédibles ». Le 23 juin, les évêques catholiques, médiateurs ont invité les Congolais à se mobiliser et à se mettre « debout » pour demander son application intégrale.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});